

ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

OBJET

Prestations intellectuelles et Assistance à Maîtrise d’Ouvrage pour les opérations de travaux des Secteurs Centre et Est du Groupe Hospitalier AP-HP.Nord-Université Paris Cité

Lot 2 : Missions de Contrôle Technique (CT)

Lieu d’exécution

Hôpital Saint-Louis
1, avenue Claude Vellefaux
75475 Paris cedex 10

Hôpital Lariboisière
2, rue Amroise Paré
75475 Paris cedex 10

Hôpital Fernand Widal
200, rue du faubourg St-Denis
75475 Paris cedex 10

Hôpital Robert Debré
48 Boulevard Serurier
75935 Paris cedex 19

Hôpital Bretonneau
23 Rue Joseph de Maistre
75475 Paris cedex 18

Hôpital Paul Doumer
Rte de l’Hôpital
60140 Labruyère

SOMMAIRE

Art.1	- Dispositions Administratives.....	3
1.1	Objet du marché – Généralités	3
1.2	Maîtrise d'Ouvrage.....	3
1.3	Interlocuteurs internes au Maître d'Ouvrage.....	3
1.4	Interlocuteurs externes au Maître d'Ouvrage	4
1.5	Dispositions particulières liées au milieu hospitalier	4
1.6	Informations préalables concernant l'ouvrage.....	4
1.7	Bons de Commande	5
1.7.1	Forme	5
1.7.2	Contenu	5
1.7.3	Suivi de l'émission du bon de commande.....	6
1.7.4	Durée d'exécution	6
1.8	Pénalités pour retard	6
Art.2	Contenu de la prestation et description des missions.....	8
2.1	Conditions d'exécution de la prestation	8
2.2	Objet des missions.....	8
2.3	Modalités communes à toutes les missions du présent marché	9
2.3.1	Maîtrise d'ouvrage.....	9
2.3.2	Étendue des missions	9
2.3.3	Domaines d'intervention	9
2.3.4	Informations relatives à l'ouvrage faisant l'objet du contrôle	10
2.3.5	Phasage	10
2.3.6	Livrables.....	11
2.3.7	Fondement des avis du contrôleur technique	12
2.3.8	Suivi des avis	12
2.3.9	Modalités de diffusion des documents.....	12
2.3.10	Modalités de présence	13
2.4	Missions de base L + S.....	13
2.4.1	À propos de la mission L.....	13
2.4.2	À propos de la mission S.....	14
2.5	Mission composée	15
2.5.1	Mission Complémentaire F.....	15
2.5.2	Mission Complémentaire P1.....	15
2.5.3	Mission Complémentaire Ph.....	15
2.5.4	Mission Complémentaire Th.....	16
2.5.5	A propos de la mission Hand	16
2.5.6	Mission Complémentaire Brd	17
2.5.7	Mission Complémentaire LE	17
2.5.8	Mission Complémentaire Av	17
2.5.9	Mission Complémentaire ENV.....	18
2.5.10	Mission Complémentaire HYS	18
2.5.11	Mission Complémentaire PS	18
2.5.12	Mission Complémentaire GTB	18
2.5.13	Mission Complémentaire PV.....	19
2.5.14	Mission Complémentaire de Vérification Initiale des Installations Electriques.....	19
2.5.15	Mission Complémentaire de Vérification Initiale des Installations Frigorifiques.....	19
2.5.16	Mission de conseil ponctuel	19

Art.1 - Dispositions Administratives

1.1 Objet du marché – Généralités

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) a pour objet de préciser les principes et modalités de réalisation des missions complémentaires de maîtrise d'œuvre et d'assistance à la maîtrise d'ouvrage, tel que décrit dans ce lot. Ces missions seront à réaliser dans le cadre des opérations de travaux ou projets d'opérations de travaux sur les sites immobiliers des secteurs Centre et Est d Groupe Hospitalier AP-HP. Nord-Université de Paris, à savoir :

- Hôpital Saint-Louis : 1, avenue Claude Vellefaux - 75475 Paris cedex 10 ;
- Hôpital Lariboisière : 2, rue Ambroise Paré - 75475 Paris cedex 10 ;
- Hôpital Fernand Widal : 200, rue du faubourg Saint-Denis - 75475 Paris cedex 10.
- Hôpital Robert Debré : 48, boulevard Sérurier – 75935 Paris cedex 19
- Hôpital Bretonneau : 23, rue Joseph de Maistre – 75475 Paris cedex 18
- Hôpital Paul Doumer : 1 route de l'hôpital – 60140 Labruyère

Le titulaire du lot sera amené à travailler avec les différents acteurs énumérés ci-après

1.2 Maîtrise d'Ouvrage

Les projets du groupe hospitalier AP-HP Nord – Université Paris Cité sont conduits par les Directions des Investissements et de la Maintenance (DIM).

L'organisation de la maîtrise d'ouvrage sera communiquée au prestataire après commande d'une mission. D'une manière générale, l'interlocuteur privilégié du titulaire, au sein de la maîtrise d'ouvrage, sera désigné en tant que « maître d'ouvrage » dans le présent document.

1.3 Interlocuteurs internes au Maître d'Ouvrage

Pour mener à bien la concertation avec les utilisateurs, le maître d'ouvrage forme un ou des groupes de travail réunissant des représentants des utilisateurs et, le cas échéant, des membres d'instances représentatives du personnel, que le prestataire sera amené à rencontrer. Il est important de souligner que le Groupe Hospitalier a le souci d'impliquer son personnel très en amont à l'occasion de chacun de ses projets immobiliers et que cette concertation entraîne de nombreuses réunions avec parfois, des allers-retours. A titre d'illustration, les principaux interlocuteurs du prestataire, parmi les utilisateurs, dans le cadre d'une mission de programmation, peuvent être :

- Un référent médical,
- Des représentants de chaque service (médecin et cadre supérieur infirmier),
- Des représentants de la cellule organisation, quand elle existe,

- Des représentants des services techniques, logistiques et hygiénistes de l'hôpital.

1.4 Interlocuteurs externes au Maître d'Ouvrage

Le titulaire pourra, dans le cadre de ses missions, rencontrer les autorités administratives extérieures compétentes (Architecte Voyer, ABF, DRAC, Commission de Sécurité, Parcs et Jardins, Archéologie, Pollution, Carrières, RATP, Fournisseurs et Prestataires concernés (EDF CPCU,)), Mairie, Inspection Générale des Carrières, DIRE, PPRI, Associations Locales spécifiques,) lors de réunions organisées à la demande du titulaire ou de la Maîtrise d'Ouvrage.

L'organisation des réunions et les prises de contacts auprès des instances internes et extérieures sont assurées par le Maître d'Ouvrage et le conducteur d'opération. Aucun contact ne doit être pris en direct par le titulaire sans avis préalable de la Maîtrise d'Ouvrage. Un représentant de la Maîtrise d'Ouvrage est présent à toutes les réunions et rencontres.

Le maître d'ouvrage pourra désigner si besoin sur les opérations concernées, les prestataires suivants :

- Contrôleur technique
- Pilote OPC
- Coordonnateur SPS
- Coordonnateur SSI

Il est attendu du titulaire qu'il soit force de proposition quant aux intervenants à consulter/réunir pour mener à terme l'opération.

La maîtrise d'œuvre peut être assurée soit par la Direction des Investissements et de la Maintenance du GHU, soit par un prestataire privé en application du Livre IV « Dispositions propres aux marchés liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre » du Code de la Commande Publique.

1.5 Dispositions particulières liées au milieu hospitalier

La plupart des missions qui seront commandées au prestataire dans le cadre de ce marché concerneront des chantiers en milieu hospitalier imposant que l'activité hospitalière doit être maintenue durant les travaux.

Le prestataire portera par conséquent une attention particulière à la nécessité de lutter contre les nuisances de chantier (bruit, poussières...) et de prévenir les risques de maladies nosocomiales. Sur ce dernier point, il veillera particulièrement à appliquer les préconisations du Comité de Lutte contre les Infections Nosocomiales (CLIN).

Il prendra également en compte la coactivité et les interférences entre le chantier et les activités d'exploitation sur le site, notamment la circulation des malades, du personnel de l'établissement, des visiteurs, des différents flux logistiques, etc.... Cette liste n'étant pas exhaustive, le prestataire devra intégrer toute contrainte de fonctionnement signalée par le maître d'ouvrage.

1.6 Informations préalables concernant l'ouvrage

Le contrôleur technique intervient en application de la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 et le décret n°78-1146 du 7 décembre 1978 qui instaurent les articles L 111.23 et R 111.30 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Le contenu des différentes missions du contrôleur technique est celui défini dans le décret n°99-443 du 28 mai 1999 qui établit le cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique et la norme NF P 03-100 de septembre 1995, complétés et précisés dans le présent C.C.T.P.

Il appartient néanmoins au contrôleur technique de formuler ses avis sur la base des textes en vigueur à la date d'obtention des autorisations administratives préalables à la construction de chacun des ouvrages qu'il contrôlera.

Pour exercer sa mission, le prestataire disposera des documents suivants au fur et à mesure de leur production :

- Le programme de l'opération qui pourra être limité à une expression des besoins ou qui sera constitué d'un programme général et fonctionnel et d'un programme technique détaillé lorsqu'il existe
- Les plans des locaux existants ;
- Les plans techniques des installations existantes lorsqu'ils existent ;
- Les Dossiers des Ouvrages Exécutés des précédentes opérations lorsqu'ils existent.
- Le cas échéant, le permis de construire dans sa dernière version dès lors qu'il est délivré, ou l'autorisation de travaux exempts de permis de construire ;
- Le cas échéant, le dossier d'identité du bâtiment concerné ;
- Le ou les marchés des entrepreneurs, à défaut des marchés conclus et dans leur attente, les documents provisoires, selon leur dernière mise à jour ;
- Les différents documents écrits et dessinés constituant les dossiers aux différents stades de la mission de maîtrise d'œuvre.

1.7 Bons de Commande

1.7.1 Forme

Les bons de commandes sont délivrés par les personnes habilitées et disposant d'une délégation de signature au niveau du GHU APHP.NORD – UNIVERSITE PARIS CITE

1.7.2 Contenu

A chaque mission et/ou chaque tranche correspond un bon de commande. Le bon de commande indique au moins :

- le projet ou l'opération concernée ;
- le contenu de la mission et les différentes phases;
- le découpage de la mission en une ou plusieurs tranches (Il n'est pas prévu d'indemnité d'attente, ni de dédit afférent à des éventuelles tranches conditionnelles).

Le montant du bon de commande correspondra à l'ensemble des éléments de mission (phases études et travaux), si la mission n'est pas découpée en tranches.

Dans le cas d'une mission découpée en tranches, le montant de chaque commande correspondra à l'élément de mission affirmée, selon le montant prévu à l'échéancier des paiements fourni par le titulaire et accepté par le maître d'ouvrage.

Pour les travaux dans l'éventualité où la durée réelle serait supérieure à la prévision, il sera établi un bon de commande de régularisation et le mois supplémentaire sera facturé après négociation entre le maître d'ouvrage et le titulaire.

1.7.3 Suivi de l'émission du bon de commande

A réception de la demande de prestation Intellectuelle, le titulaire du marché est tenu d'adresser dans les 15 jours au responsable administratif du bureau des travaux (à la DIM) du site concerné (pour Fernand Vidal à adresser à Lariboisière), la demande de prestation intellectuelle dûment visée, une proposition commerciale contenant la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.), la décomposition de la mission par phase en nombre d'heures et un échéancier du paiement par phase, établis en rapport avec le cadre de prix annexé à l'acte d'engagement ainsi que les références et niveau de compétences de la (ou les) personne(s) physique(s) chargée(s) de la mission.

Après acceptation des documents cités ci-dessus par le maître d'ouvrage, la commande sera émise pour l'ensemble des éléments de mission et par tranche (1 tranche = 1 commande).

1.7.4 Durée d'exécution

Phase conception : Elle débute dès l'émission du bon de commande par le maître d'ouvrage ou son représentant, et finit dès que l'ensemble des marchés de travaux est notifié aux entrepreneurs.

Phase réalisation : Elle débute au plus tard avant le début de la phase préparation de chantier et finit à la délivrance du procès verbal de fin de mission délivré par le maître d'ouvrage (au plus tard à la fin du délai de garantie de parfait achèvement).

1.8 Pénalités pour retard

Le titulaire du marché devra s'attacher à ne pas retarder le déroulement de l'opération.

A cet effet et à défaut de les obtenir spontanément, il lui appartient de mettre en demeure les intervenants de l'opération pour obtenir les renseignements qui lui sont nécessaires pour réaliser sa mission en fonction du calendrier de la conception fixé à la maîtrise d'œuvre et du calendrier de la réalisation des travaux fixé aux entreprises, calendriers qu'il est réputé connaître et avoir en temps opportun intégrés dans son organisation de travail.

Il devra respecter les délais indiqués pour les tâches répertoriées dans le tableau ci-après.

Le titulaire ne pourra en aucun cas exciper pour justifier son retard d'un défaut de données qu'il n'aurait pas demandé au maître d'ouvrage ou à intervenant dans l'opération.

En cas de retard, et faute pour le titulaire d'avoir présenté une justification recevable, une pénalité de 1/100 de la rémunération forfaitaire totale correspondant au bon de commande considéré pourra lui être appliquée par jour calendaire de retard par rapport au délai fixé par le présent cahier des charges ou le bon de commande et pour chacune des tâches de retard.

Les délais pour remettre les documents sont fixés comme suit :

DOCUMENTS	DELAIS DE REMISE DES DOCUMENTS
Rapport sur diagnostic des existants/APS/APD/PRO/DCE	2 semaines pour chaque
Rapport initial	1 semaine
Avis sur les documents d'exécution	2 semaines
Avis sur chantier	1 semaine
Pré-rapport final	2 semaines
Rapport final	2 semaines
Rapport à l'issue de la période de parfait achèvement	3 semaines

Par ailleurs, au cas où le maître d'ouvrage serait pénalisé pour un non respect des dispositions légales par suite d'un défaut d'exécution de la présente mission de la part du titulaire, il sera appliqué à ce dernier une pénalité égale à l'amende infligée au maître d'ouvrage sur le point défectueux sans préjudice de toute autre action ou réparation du dommage subi.

	Prestations intellectuelles et Assistance à Maîtrise d’Ouvrage : Mission de Contrôle Technique pour les opérations des secteurs Centre et Est du Groupe Hospitalier APHP.Nord Université Paris Cité	CCTP Lot n°2 Page 8 sur 19
---	--	-----------------------------------

Art.2 Contenu de la prestation et description des missions

2.1 Conditions d’exécution de la prestation

L’exercice des missions de contrôleur technique, comprend l’analyse de documents, la diffusion de rapports, d’avis et de conseils techniques, le contrôle du respect des normes, la réalisation d’études et la participation, lorsque la présence du collaborateur est nécessaire à l’exercice de la prestation et à la demande du maître d’ouvrage, à des réunions entre le maître d’ouvrage et les intervenants de l’opération, ainsi que des déplacements sur chantiers.

Pour l’exécution de chaque bon de commande, le titulaire est tenu d’indiquer au maître d’ouvrage le collaborateur qui exécutera la prestation.

Dans l’hypothèse où le collaborateur n’est plus en mesure d’assurer la mission qui lui a été confiée dans le cadre d’un bon de commande afférent au présent marché, le titulaire doit en aviser immédiatement le maître d’ouvrage et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s’en trouve pas compromise.

Dans cette hypothèse, la désignation du remplaçant est soumise à agrément en application de l’article 3.4.3 du C.C.A.G. P.I. et organisé de la façon suivante :

Le titulaire désigne un collaborateur remplaçant et en communique les titres au maître d’ouvrage dans un délai inférieur à 15 jours à compter de la vacance ;

Le remplaçant est considéré comme accepté par le maître d’ouvrage si celui-ci ne le récuse pas dans un délai de deux mois à compter de la réception de cette communication.

Si le remplaçant est récusé par le maître d’ouvrage, le titulaire dispose d’un délai de 15 jours pour en désigner un autre à compter de la date de réception de la décision de récusation.

Il appartient au titulaire de prendre l’initiative de solliciter auprès du maître d’ouvrage tout document ou donnée nécessaire à l’exercice de sa mission dans le délai imparti pour l’exécution des tâches, et qui ne lui aurait pas été fourni.

Pour l’exercice des missions confiées par bons de commandes, le titulaire est réputé connaître les lois, règlements ou normes en vigueur afférents au marché qui lui été attribué.

2.2 Objet des missions

Le marché régi par ce CCTP a pour objet les prestations relevant du domaine du contrôle technique comme suit :

- a) Missions de base L + S + HAND
- b) Mission composée : mission de base + les missions complémentaires, telles que décrites dans l’Annexe A du décret du 28 mai 1999.

Les missions seront spécifiées au cas par cas sur le bon de commande par le MOA en fonction des besoins réglementaires de l'opération concernée.

La forme spécifique des marchés à bons de commande et la durée maximale de ce marché impliquent que les projets concernés par ces missions ne sont pas connus au préalable, et ne sont donc pas décrits dans les documents constitutifs du présent marché.

2.3 Modalités communes à toutes les missions du présent marché

Ces modalités sont communes à toutes les missions décrites aux articles suivants, en dehors de la mission de conseil ponctuel (art. 2.11).

2.3.1 Maîtrise d'ouvrage

Les projets des hôpitaux universitaires Saint Louis, Lariboisière-Fernand Widal, Robert Debré et Bretonneau sont conduits par la Direction des Investissements et de la Maintenance.

L'organisation de la maîtrise d'ouvrage sera communiquée au titulaire après commande d'une mission. D'une manière générale, l'interlocuteur privilégié du contrôleur technique, au sein de la maîtrise d'ouvrage, sera désigné en tant que « maître d'ouvrage » dans le présent document.

2.3.2 Étendue des missions

Chaque mission débutera dès réception par le titulaire du Bon de commande si celui-ci notifie l'exécution immédiate de la prestation, ou à défaut, de l'ordre de service. Elle s'achèvera à l'expiration du délai de Garantie de parfait achèvement de l'ouvrage.

2.3.3 Domaines d'intervention

A – 1. Démolitions, fouilles, injections, confortement ;

A – 2. Fondations, structure, injections, confortement ;

A – 3. Partitions et finitions des ouvrages relatifs à la protection contre les risques d'incendie et de panique pour les ouvrages faisant l'objet d'une garantie décennale ;

C – Installations thermiques, de ventilation et de conditionnement d'air, réfrigération et désenfumage ;

D – Installations électriques et électromécaniques (D1 – courants forts et D2 – courants faibles) ;

E – Installations sanitaires, de fluides divers y compris fluides médicaux ;

F – Équipements hospitaliers, dispositions relatives à la protection contre les rayonnements ionisants ;

G – Équipements industriels et commerciaux ;

I – Voiries et réseaux divers ;

J – Reconnaissance des sols ;

K – En ce qui concerne la solidité des existants, des domaines d'intervention spécifiques supplémentaires sont à prévoir :

Les ouvrages d'ossature qui ont été conçus pour recevoir et transmettre aux fondations les charges de toute nature ;
Les ouvrages de clos et couverts fixes ou mobiles qui offrent une protection au moins partielle contre les agressions des éléments extérieurs ;
Les travaux de renforcement provisoire des existants.

2.3.4 Informations relatives à l'ouvrage faisant l'objet du contrôle

Chaque prestation fera l'objet d'une commande pour une opération de construction donnée. Cette opération sera désignée lors de la commande.

Lors du démarrage de la mission, le maître d'ouvrage remettra une fiche d'informations relatives à l'ouvrage reprenant la composition de la maîtrise d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre, la désignation de l'ouvrage, son adresse, son usage, son classement, la description de l'opération, la nature des travaux, les dates prévisionnelles de travaux ainsi que le coût prévisionnel des travaux.

De manière générale, par la suite, l'opération concernée par la mission commandée sera désignée par « projet de construction ».

2.3.5 Phasage

Les missions du contrôleur technique s'organisent suivant 5 phases :

Phase conception :

- Le contrôleur assiste de façon mensuelle aux réunions CSSI/BC/MOA
- Le contrôleur assiste à au moins deux réunions des phases études de conception
- Le contrôleur examine les différents documents de conception. Cette phase s'achève par l'établissement du rapport initial (cf. infra) ;
- Phase de préparation des travaux : le contrôleur examine les documents d'exécution et formule les avis correspondants ;
- Phase d'exécution des travaux :
- Le contrôleur assiste à toutes les réunions des études d'exécution et/ou réunion de synthèse
- Le contrôleur réalise une visite au moins une fois par mois du chantier avec rédaction du rapport de visite
- Le contrôleur examine, sur chantier, les ouvrages et équipements soumis à son contrôle, et formule les avis correspondants ;

Phase de réception des travaux :

Le contrôleur assiste aux OPR et à toutes les réceptions et levées de réserves nécessaires à l'opération (électricité, SSI, Moe,...)

Dès l'arrêt de la phase travaux, en préparation de la réception, le contrôleur technique établit son rapport final (cf. infra) ;

Période de garantie de parfait achèvement des travaux : le contrôleur examine les travaux effectués pendant cette période, et formule un avis permettant de lever les éventuelles réserves.

2.3.6 Livrables

Tout au long de sa mission, le contrôleur technique est amené à formuler des avis. Il doit, de plus, rendre compte de son intervention sous forme de rapports.

Les avis et rapports sont adressés par écrit au maître d'ouvrage. Ils sont numérotés chronologiquement, et doivent y figurer, outre l'avis technique proprement dit, la référence de l'opération, la nature de la mission, l'origine et la date du document examiné (ou la date de visite du chantier), ainsi que la liste des destinataires.

Les documents seront diffusés à l'ensemble des destinataires par le contrôleur technique. Les modalités de diffusion sont décrites à l'article 2.3.9 infra.

Les délais de remise des documents sont précisés à l'article 1.7 supra.

2.3.6.1 Formulation d'avis

L'avis du contrôleur technique porte notamment sur les problèmes qui concernent la solidité de l'ouvrage et la sécurité des personnes, et sur l'appréciation des autres éléments relevant de sa mission.

En aucun cas le contrôleur ne doit proposer de solution. Il doit uniquement donner un avis sur les solutions envisagées par le maître d'œuvre et leur traduction par les entrepreneurs.

L'avis doit être clair et explicite : le maître d'ouvrage n'acceptera pas d'avis tels que « il serait souhaitable que... » ; une proposition examinée par le contrôleur technique est acceptable ou ne l'est pas, le contrôleur pouvant ensuite préciser sous quelles conditions la proposition serait acceptable.

Le maître d'ouvrage peut demander au contrôleur de justifier tout avis qu'il formule. Si le maître d'ouvrage considère que l'avis n'est pas motivé, il est en droit de le refuser.

2.3.6.2 Rapport initial et rapport final

Le contrôleur technique établit le rapport initial à l'issue de la phase de conception, et l'adresse au maître d'ouvrage avant signature des marchés de travaux. Il s'agit pour le contrôleur de rendre compte de sa mission en phase conception.

Le contrôleur technique établit le pré-rapport final à l'issue des travaux, lors des opérations préalables à la réception des travaux. Le contrôleur doit adresser le rapport au maître d'ouvrage avant la date de réception des travaux.

Le pré-rapport final permet notamment d'intégrer dans les procès-verbaux de réception des travaux les éventuelles réserves qui s'imposent, dans chacun des domaines d'action du contrôleur technique.

Le contrôleur technique remet un rapport final au maître d'ouvrage à l'issue de la levée de réserves des opérations préalables à la réception (OPR) ; ce rapport doit en particulier récapituler les observations formulées par le contrôleur technique qui, à sa connaissance, n'ont pas été suivies d'effet.

2.3.6.3 Rapports intermédiaires en phase conception

En amont du rapport initial, le contrôleur technique doit remettre au maître d'ouvrage les rapports suivants :

- Un rapport de diagnostic des existants ;
- Un rapport d'avis sur l'avant-projet sommaire ;
- Un rapport d'avis sur les dossiers de permis de construire ;
- Un rapport d'avis sur l'avant-projet définitif ;
- Un rapport d'avis sur le projet et le dossier de consultation des entreprises.

Pour des projets de faible importance, un et/ou l'autre des quatre premiers rapports, voire les quatre premiers rapports cités supra peuvent ne pas être établis. La précision concernant leur réalisation sera prise au moment de la mise au point de l'échéancier de paiement.

2.3.7 Fondement des avis du contrôleur technique

Le contrôleur fonde les vérifications auxquelles il procède pour remplir sa mission, d'une part sur les disciplines scientifiques qui intéressent les domaines d'intervention concernés et qui sont en jeu dans les aléas techniques susceptibles d'être rencontrés, et d'autre part sur les méthodes propres de contrôle qu'il a élaborées.

Le contrôleur technique se réfère, dans ses avis, aux textes et documents suivants, lorsqu'ils existent :

- Textes législatifs et réglementaires ;
- Fascicules du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux ;
- Textes techniques de caractère normatif (normes françaises y compris les normes transposant les normes européennes, règles et prescriptions techniques (DTU), avis techniques, agréments européens, appréciations techniques d'expérimentation, règles professionnelles).

Toutefois, dans les domaines où il n'existe pas de règles ou de connaissances précises, il est admis que le contrôleur technique, dans ses avis, se borne à attirer l'attention du maître d'ouvrage sur les risques encourus.

2.3.8 Suivi des avis

Tout au long de sa mission, le prestataire assure un suivi de la prise en compte de ses avis par le maître d'œuvre et par les entreprises, notamment par l'examen des documents rectifiés, mais aussi par les visites de contrôle faites sur le chantier.

2.3.9 Modalités de diffusion des documents

Le contrôleur technique doit adresser les documents qu'il établit comme suit :

Maître d'ouvrage	2 exemplaires papiers + 1 exemplaire informatique (PDF)
Architecte	1 exemplaire papier + 1 exemplaire informatique (PDF)

Bureaux d'étude	1 exemplaire papier par bureau d'étude concerné + 1 exemplaire informatique (PDF)
OPC	1 exemplaire papier + 1 exemplaire informatique (PDF)
Entreprises	1 exemplaire papier par entreprise concernée + 1 exemplaire informatique (PDF)
CSPS	1 exemplaire papier + 1 exemplaire informatique (PDF)
CSSI	1 exemplaire papier

2.3.10 Modalités de présence

Au titre de chacune de ses missions, le contrôleur technique doit :

Assister aux réunions de chantier hebdomadaires ;

Assister aux réunions, pour lesquelles il est explicitement convoqué, concernant le projet de construction, et abordant les aspects relevant de ses domaines contractuels de prestations.

Dans l’hypothèse où les situations de présence imposées ci-avant ne sont pas suffisantes pour permettre au prestataire de remplir complètement sa mission dans des conditions satisfaisantes, il lui appartient de se rendre sur le chantier chaque fois que le bon déroulement de sa mission et l’exercice de sa responsabilité l’imposent.

En outre, la mission de conseil ponctuel s’applique uniquement aux réunions, visites ou entretiens ne concernant pas le projet de construction ou n’entrant pas dans le domaine de compétence du contrôleur technique ; elle ne saurait être commandée pour une réunion, une visite ou un entretien entrant dans le cadre décrit ci-avant.

2.4 Missions de base L + S

Cette prestation regroupe les deux missions de base du contrôleur technique complétée de la mission Hand :

Mission L : Solidité des ouvrages de viabilité, de fondation, d’ossature, de clos et couvert et des éléments d’équipement indissociables

Mission S : Sécurité des personnes dans les constructions

2.4.1 À propos de la mission L

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission L sont ceux qui, découlant de défauts dans l’application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre la solidité de la construction achevée ou celle des ouvrages et éléments d’équipements indissociables qui la constituent.

La mission L porte sur les ouvrages et éléments d'équipements suivants :

- les ouvrages de réseaux divers et de voirie (à l'exclusion des couches d'usure des chaussées et des voies piétonnières) dont la destination est la desserte privative de la construction ;
- les ouvrages de fondation ;
- les ouvrages d'ossature ;
- les ouvrages de clos et de couvert ;
- les éléments d'équipement indissociablement liés aux ouvrages énumérés ci-dessus.

La mission L ne porte pas sur les travaux préparatoires tels que : démolitions, terrassements, blindages, coffrages, étalements, échafaudages, levages, manutentions.

2.4.2 À propos de la mission S

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission S sont ceux qui, générateurs d'accidents corporels, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires relatives à la sécurité des personnes dans les constructions achevées. La mission ne s'étend pas à la sécurité des personnes pendant toute la durée des travaux.

Cette mission S porte sur les ouvrages et éléments d'équipements faisant partie des marchés de construction du projet, communiqués au contrôleur technique et visés du point de vue de la sécurité des personnes par la réglementation technique applicable à la construction du fait de sa destination.

Relèvent notamment de la mission du contrôleur technique :

- les dispositions relatives à la protection contre les risques d'incendie et de panique (comportement au feu des matériaux et éléments de construction, isolement, desserte, cloisonnement et dégagements, moyens de secours, dispositifs d'alarme et alerte, équipements de désenfumage naturel) ;
- les installations électriques (courants forts et faibles) ;
- les réseaux de distribution collective de radiodiffusion ;
- les installations de chauffage, ventilation, conditionnement d'air, réfrigération et équipements de désenfumage mécanique ;
- les installations de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés ;
- les conduits de fumée ;
- les ascenseurs, monte-charges, escaliers mécaniques, trottoirs roulants ;
- les nacelles suspendues d'entretien de façades et autres dispositifs d'entretien ;
- les portes automatiques ;
- les appareils et installations sous pression de vapeur ou de gaz ;
- les garde-corps et fenêtres ;
- les systèmes de gestion automatisée, tels que télégestion, télésurveillance, gestion technique ou administrative centralisée ;
- les équipements techniques hospitaliers ;
- les réseaux de fluides médicaux.

	Prestations intellectuelles et Assistance à Maîtrise d’Ouvrage : Mission de Contrôle Technique pour les opérations des secteurs Centre et Est du Groupe Hospitalier APHP.Nord Université Paris Cité	CCTP Lot n°2 Page 15 sur 19
---	--	------------------------------------

2.5 Mission composée

Cette prestation regroupe les missions de base L, S et Hand ainsi que les missions complémentaires, décrites dans l’annexe A du décret du 28 mai 1999 relatif au CCTG – CT.

2.5.1 Mission Complémentaire F

Les aléas que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui découlent d'un mauvais fonctionnement des installations. Par mauvais fonctionnement, il faut entendre l'impossibilité, pour une installation, à la mise en exploitation, d'assurer le service demandé dans les conditions de performance imposées par les prescriptions techniques contractuelles et, quand ils existent, par les textes techniques à caractère normatif.

La mission F porte sur les installations suivantes :

- réseaux d'alimentation en eau, de chauffage, d'assainissement, de flux médicaux ;
- chauffage, conditionnement d'air, ventilation mécanique ;
- installations électriques intérieures (courants forts et faibles) ;
- ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques ;
- protection et distribution d'eau chaude, distribution d'eau froide, évacuations ;
- distribution collective d’antennes de télévision ;
- éclairage extérieur ;
- portes motorisées de garage ;
- systèmes de fermeture automatique des portes et de contrôle d’accès.

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître d'ouvrage s'engage à communiquer les plans d'exécution ainsi que les notes de calculs justificatives du dimensionnement des installations.

2.5.2 Mission Complémentaire P1

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission P1 sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés.

La mission P1 s'exerce dans les conditions fixées dans l'annexe A de la norme NFP 03-100 au titre de la mission L dont elle constitue le complément.

2.5.3 Mission Complémentaire Ph

La mission Ph a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires quand elles existent ou aux prescriptions contractuelles retenues par le maître d'ouvrage et communiquées au contrôleur technique relativement à l'isolation acoustique des bâtiments. Elle porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à la satisfaction desdites prescriptions.

La protection contre les bruits de voisinage provenant des voies terrestres et zones aéroportuaires classées est prise en compte par le contrôleur technique.

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître d'ouvrage s'engage à communiquer les prescriptions contractuelles au regard desquelles le contrôleur technique exercera sa mission en l'absence de prescriptions réglementaires, les rapports d'essais définis dans les documents normatifs réalisés par des laboratoires spécialisés, justifiant de la qualité acoustique des éléments particuliers de la construction ainsi que les études justificatives des constructeurs.

La mission ne comporte pas la réalisation de mesures acoustiques.

En l'absence de mesures acoustiques, les avis formulés par le contrôleur technique ne peuvent constituer qu'une présomption de capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions contractuelles relatives à l'isolation acoustique.

2.5.4 Mission Complémentaire Th

La mission Th a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires relatives à l'isolation thermique et aux économies d'énergie. Elle porte sur :

- Les ouvrages et éléments d'équipement concourant à l'isolation thermique des bâtiments ;
- Les systèmes de chauffage, de climatisation, de production d'eau chaude sanitaire ;
- La ventilation.

Ces examens sont effectués exclusivement sous l'angle de l'isolation thermique et des économies d'énergie.

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître d'ouvrage s'engage à communiquer :

- Les devis descriptifs, plans et autres documents techniques concernant les bâtiments, l'implantation et la destination des locaux, les spécifications techniques des systèmes ainsi que les notes de calcul des coefficients réglementaires et les schémas de distribution précisant les répartitions des circuits, le comptage et la régulation ;
- Les rapports d'essais définis dans les documents normatifs réalisés par des laboratoires spécialisés justifiant de la qualité thermique des éléments particuliers de la construction ;
- Les rapports d'essais définis dans les documents normatifs réalisés par les entreprises avant réception, sur l'installation de ventilation mécanique.

2.5.5 A propos de la mission Hand

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission Hand sont ceux qui découlent d'un défaut dans l'application des dispositions réglementaires relatives à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées.

La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à la satisfaction de ces exigences réglementaires.

2.5.6 Mission Complémentaire Brd

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission Brd sont ceux qui découlent d'un défaut dans l'application des dispositions réglementaires relatives au transport des brancards dans les constructions.

La mission porte sur les cheminements (circulations horizontales et verticales) permettant le passage des brancards.

2.5.7 Mission Complémentaire LE

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission LE sont ceux qui, découlant de la réalisation des ouvrages et éléments d'équipement neufs, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des parties anciennes de l'ouvrage.

Le maître d'ouvrage fournit au contrôleur technique les renseignements et documents se rapportant aux ouvrages existants tels que constats des lieux et résultats des études de diagnostic effectuées.

Le contrôleur technique effectue un contrôle visuel se rapportant à l'objet de sa mission et limité à l'examen de l'état apparent des existants concernés par les travaux.

En l'absence de communication du résultat d'études de diagnostic, au sens de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 modifiée et des textes pris pour son application, et de l'état des lieux, le contrôleur technique ne peut prendre en compte, dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultant de l'examen visuel de l'état apparent des existants.

2.5.8 Mission Complémentaire Av

Les aléas techniques que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui, découlant de la réalisation des fondations de l'ouvrage neuf et, le cas échéant, des ouvrages périphériques en infrastructure (reprise en sous-œuvre et voiles périphériques), sont susceptibles d'affecter la stabilité des avoisinants.

Le maître d'ouvrage fournit au contrôleur technique les renseignements et documents se rapportant aux avoisinants, tels que résultats des études de diagnostic, résultats des reconnaissances de sols, plans de carrière, constats d'état des lieux, ainsi que les documents techniques décrivant le processus d'exécution des travaux soumis au contrôle.

Le contrôleur technique effectue un contrôle visuel se rapportant à l'objet de sa mission et limité à l'état apparent des avoisinants accessibles.

En l'absence de communication du résultat d'études de diagnostic et de l'état des lieux, le contrôleur technique ne peut prendre en compte, dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultant de l'examen visuel de l'état apparent des avoisinants accessibles.

	Prestations intellectuelles et Assistance à Maîtrise d’Ouvrage : Mission de Contrôle Technique pour les opérations des secteurs Centre et Est du Groupe Hospitalier APHP.Nord Université Paris Cité	CCTP Lot n°2 Page 18 sur 19
---	--	--

2.5.9 Mission Complémentaire ENV

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôleur technique contribue au titre de la mission ENV sont ceux qui, générateurs d'incendie et d'explosion, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement.

La mission ENV porte sur les ouvrages et éléments faisant partie des marchés de la construction communiqués au contrôleur technique et visés, du point de vue des risques d'incendie et d'explosion, par la législation et la réglementation relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement applicables à la construction du fait de sa destination telle que définie dans le dossier de déclaration ou de demande d'autorisation.

Ne relèvent pas de la mission les équipements et aménagements spécifiques des activités professionnelles, à l'exception de ceux, énumérés dans le marché, qui ont conduit au classement des installations en raison des risques d'incendie et d'explosion visés par la législation relative à la protection de l'environnement.

2.5.10 Mission Complémentaire HYS

La mission du contrôleur technique a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire, dans les constructions achevées, aux prescriptions réglementaires relatives à l'hygiène et la santé en ce qui concerne :

- L'aération des locaux à pollution non spécifique (ventilation naturelle ou mécanique, ouvrants, évacuation des produits de combustion) ;
- La distribution d'eau (distribution d'eau froide, production et distribution d'eau chaude) ;
- Les installations sanitaires (existence et implantation des installations) ;
- Les installations d'évacuation des eaux usées (eaux ménagères et eaux-vannes) ;
- L'évacuation des ordures ménagères (local poubelle, vide-ordures).

2.5.11 Mission Complémentaire PS

Cette prestation concerne la réalisation de la mission complémentaire PS « Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme ».

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission PS sont ceux qui, générateurs d'accidents corporels, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires relatives à la protection parasismique dans les constructions achevées. La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipement visés par les règles parasismiques.

2.5.12 Mission Complémentaire GTB

Cette prestation concerne la réalisation de la mission complémentaire GTB « Gestion technique des bâtiments ».

La mission GTB vient en complément des missions relatives à la sécurité des personnes et au fonctionnement des installations.

Les aléas techniques que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui découlent d'un mauvais fonctionnement du système de gestion technique du bâtiment (GTB). Par mauvais fonctionnement, il faut entendre l'impossibilité pour le système de GTB d'assurer, à la mise en exploitation, le service demandé dans le cahier des charges imposé par le maître d'ouvrage aux entreprises.

La définition des critères et niveaux de qualité du système de GTB relève du maître d'ouvrage qui fait connaître de façon précise au contrôleur technique ses exigences en la matière et lui communique en conséquence le cahier des charges susvisé.

L'installation soumise au contrôle est celle assurant la gestion des équipements contrôlés au titre de la mission relative au fonctionnement des installations ainsi que des équipements anti-intrusion et de contrôle d'accès dans la mesure où ils sont associés au système de gestion technique du bâtiment.

2.5.13 Mission Complémentaire PV

Cette mission concerne le recollement des Procès Verbaux COPREC des installations techniques

2.5.14 Mission Complémentaire de Vérification Initiale des Installations Electriques

Cette mission concerne la vérification initiale des installations électriques suivant l'Arrêté du 26 décembre 2011 relatif aux vérifications ou processus de vérification des installations électriques ainsi qu'au contenu des rapports correspondants.

2.5.15 Mission Complémentaire de Vérification Initiale des Installations Frigorifiques

Cette mission concerne la vérification initiale des installations frigorifiques **Directive 97/23/CE et arrêté du 15 mars 2000 modifié**. Cette **réglementation** s'applique aux **équipements sous pression** des **systèmes frigorifiques** utilisés en **réfrigération** et **conditionnement de l'air**. Que ce soit pour vos nouveaux systèmes ou pour l'existant ainsi qu'au contenu des rapports correspondants.

2.5.16 Mission de conseil ponctuel

Cette prestation correspond à la participation à une réunion ou une visite ou un entretien supplémentaire, d'une demi-journée (4h), incluant la rédaction d'un compte-rendu.